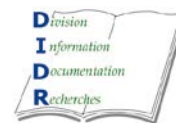


12 novembre 2020



## Les Tawergha<sup>1</sup>

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

---

<sup>1</sup> Tawargha et Tawarga sont deux autres orthographes possibles pour désigner cette tribu. Pour plus de lisibilité, nous utiliserons dans la présente note l'orthographe de Tawergha.

## Table des matières

1. Les éléments de contexte .....	3
1.1. Les Tawergha avant 2011 .....	3
1.2. Conflit avec les habitants de Misrata .....	3
1.3. Négociations pour le retour .....	4
2. Les Tawergha déplacés .....	5
2.1. Localisation des camps de déplacés .....	5
2.2. Conditions de vie précaires et l'insécurité dans les camps de déplacés .....	6
2.3. Retour difficile dans la ville de Tawergha .....	7
3. Les prisonniers Tawergha .....	9
Bibliographie .....	11

**Résumé :** Les Tawergha sont une population noire, vivant dans la ville de Tawergha, à environ quarante kilomètres au sud de Misrata. Lors de la guerre civile libyenne, la ville de Tawergha est utilisée comme base arrière de Mouammar Kadhafi en 2011 pour lancer l'assaut sur Misrata. Cherchant à se venger, les milices de Misrata chassent les Tawergha de leur ville. Différents processus de réconciliation entre les deux villes sont organisés pour mettre fin au déplacement forcé des Tawergha. La charte de réconciliation du 3 juin 2018 restreint les libertés d'expression et d'association des Tawergha et place le processus de retour de cette population sous le contrôle des groupes armés de Misrata. Ce processus n'aurait permis que le retour d'une centaine de familles au sein de leur ville.

**Abstract:** The Tawergha are a black population, living in the town of Tawergha, about forty kilometres south of Misrata. During the Libyan civil war, the town of Tawergha was used as Muammar Gaddafi's rear base in 2011 to launch the assault on Misrata. Seeking revenge, Misrata's militias drive the Tawergha out of their town. Various reconciliation processes between the two towns are being organised to end the forced displacement of the Tawergha. The Reconciliation Charter of 3 June 2018 restricts the Tawergha's freedom of expression and association and places the return process under the control of Misrata's armed groups. This process would only have allowed the return of around one hundred families to their town.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Les éléments de contexte

### 1.1. Les Tawergha avant 2011

**Les Tawergha sont une population noire, descendante d'esclaves originaire d'Afrique subsaharienne**, amenés dans la région côtière par les commerçants de Misrata aux XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles<sup>2</sup>. Ils constituent une minorité de la population<sup>3</sup>. Bien qu'ils aient traditionnellement vécu dans la zone côtière autour de Misrata, les Tawergha reçoivent de la part de Mouammar Kadhafi, dans les années 1970, leur propre ville appelée Tawergha, située à environ 40 kilomètres au sud de Misrata. Le nombre d'habitants de cette ville varie selon les sources de 30 000<sup>4</sup> à 48 000<sup>5</sup>. En accordant de nombreux avantages à cette population à l'origine peu puissante, Mouammar Kadhafi espère assurer leur dépendance et donc leur loyauté à son égard<sup>6</sup>. A titre d'exemple, les Tawergha bénéficient d'un accès privilégié aux emplois du secteur public et d'investissements pour le développement de certaines terres agricoles très fertiles<sup>7</sup>.

### 1.2. Conflit avec les habitants de Misrata

Lors de la guerre civile libyenne, la ville de Tawergha devient l'une des bases à partir de laquelle les forces pro-Khadafi lancent l'assaut sur la ville rebelle de Misrata. A la mi-août 2011, les brigades révolutionnaires de Misrata brisent le siège de leur ville et lancent un assaut de deux jours sur Tawergha, contraignant les habitants à fuir<sup>8</sup>. Selon *The Reference*, groupe se décrivant comme un centre d'études et de recherches sur l'interprétation de l'islam, l'attaque est lancée par Salah Badi, lié aux Frères Musulmans et chef de la Brigade de la résilience (*Brigade of Resilience*)<sup>9</sup>. Cette information n'a toutefois pu être corroborée. La ville de Tawergha est mise à sac et entièrement détruite par les factions armées misratiées<sup>10</sup>. Les déplacés tawergha sont ensuite poursuivis par les brigades de Misrata jusqu'à Benghazi à l'est et jusqu'à Tripoli et Tarhouna à l'ouest<sup>11</sup>.

Ces actes sont une vengeance de la part de milices de Misrata en raison du soutien allégué des Tawergha à Mouammar Kadhafi durant le conflit de 2011, et des crimes que ces derniers sont accusés d'avoir commis à Misrata<sup>12</sup>. Les Tawergha sont notamment accusés d'avoir orchestré des disparitions forcées, des actes de tortures<sup>13</sup> et des viols de combattants et de civils<sup>14</sup>. Le conflit se base également sur un racisme latent qui marginalise souvent les personnes à peau noire au sein de la société libyenne<sup>15</sup>. Selon *Minority Rights Group International*, de nombreux Libyens noirs et des travailleurs migrants d'Afrique subsaharienne sont détenus après 2011, accusés d'être à tort des mercenaires

---

<sup>2</sup> Nations unies, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (*United Nations High Commissioner for Refugees*, UNHCR), p. 66-67 et (source: HILSUM Lindsey, 2012) p. 24, [url](#) ; The New Humanitarian (source : Réseaux d'information régionaux intégrés, (*Integrated Regional Information Networks*, IRIN)), 10/12/2014 [url](#)

<sup>3</sup> Royaume-Uni, Home Office (source: REACH), 09/2020, p. 13, [url](#)

<sup>4</sup> Nations unies, UNHCR, p. 66-67 et (source: Association libyenne pour la réconciliation nationale, 11/09/2012), p. 24, [url](#)

<sup>5</sup> Human Rights Watch (HRW), 14/01/2020, [url](#)

<sup>6</sup> BEN LAMMA Mohamed, 09/2017, p. 30, [url](#)

<sup>7</sup> Nations unies, UNHCR, p. 66-67 et (source: Association libyenne pour la réconciliation nationale, 11/09/2012) p. 24, [url](#)

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> The Reference, 10/10/2019, [url](#)

<sup>10</sup> The New Humanitarian (source: IRIN), 10/12/2014, [url](#) ; HRW, 20/06/2017, [url](#)

<sup>11</sup> Nations unies, UNHCR, p. 66-67, [url](#)

<sup>12</sup> The New Humanitarian (source: IRIN), 10/12/2014 [url](#) ; HRW, 20/06/2017, [url](#)

<sup>13</sup> Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (*Office of the High Commissioner for Human Rights*, OHCHR), 04/2018, p. 25, [url](#)

<sup>14</sup> Le crime de viol soulève des questions particulièrement sensibles dans la culture libyenne. Nations unies, UNHCR, p. 66-67, [url](#)

<sup>15</sup> The New York Times, 04/09/2011, [url](#)

pro-Kadhafi, à la suite d'allégations selon lesquelles Mouammar Kadhafi a employé des mercenaires du Tchad, du Nigeria et du Soudan<sup>16</sup>.

### 1.3. Négociations pour le retour

En juillet 2012, la communauté tawergha demande pardon à Misrata pour le rôle que certains des leurs ont pu jouer lors du conflit. Toutefois, selon *Inter Press Service*, aucune suite n'est donnée à leur demande pour que les Misratis leur communiquent la liste des noms des membres de leur tribu recherchés par les milices de Misrata du fait de leur implication notamment dans les viols durant le conflit. Selon le chef du renseignement militaire de Misrata, Ibrahim Almal, une liste contenant trois mille noms d'habitants de Tawergha recherchés a été transmise par le renseignement militaire de Misrata au comité de réconciliation de Benghazi. Selon ses propos rapportés par la presse locale, la solution serait de reloger cette population dans un village situé loin de Misrata, car le gouvernement actuel n'est pas en mesure de leur offrir une protection adéquate contre les groupes armés de Misrata<sup>17</sup>.

Des groupes armés et les autorités civiles de Misrata exercent un contrôle effectif sur Tawergha depuis août 2011. Ces groupes armés sont en grande partie affiliés au Conseil militaire de Misrata<sup>18</sup>, qui a coordonné les activités militaires des groupes armés de Misrata au lendemain de la révolution de 2011. Le 25 juin 2013, une tentative des résidents de Tawergha de retourner dans leur ville d'origine, sans l'accord des groupes contrôlant Tawergha, échoue. Les autorités de la ville d'Ajdabiya, dans l'est du pays, refoulent un convoi de Tawergha qui tentait de faire le voyage depuis Benghazi<sup>19</sup>. La ville est alors contrôlée par le gouvernement de Tripoli qui s'appuie sur les milices dont Bouclier de la Libye (*Libya Shield*) pour sécuriser la ville. Les affrontements se multiplient avec des manifestants soutenus notamment par les forces spéciales Saiqa qui reprochent au gouvernement de Tripoli son impuissance face aux milices et aux islamistes<sup>20</sup>. Les groupes de Misrata contrôlant la ville menacent les Tawergha de représailles en cas de nouvelle tentative de retour. Les acteurs locaux et internationaux, y compris la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), mettent en garde les Tawergha contre ce type d'initiatives isolée, craignant des attaques de convoi par les factions misratis<sup>21</sup>.

En 2016, un processus de réconciliation est lancé par la MANUL entre la ville de Misrata et les habitants de Tawergha afin de mettre fin au déplacement forcé des Tawergha et offrir des compensations financières aux victimes du conflit<sup>22</sup>. Le 31 août 2016, les deux parties signent un accord prévoyant l'indemnisation des victimes du conflit de 2011, l'établissement à cette fin d'un fond de compensation par le gouvernement d'union nationale (*Government of National Accord*, GNA), et le retour chez eux des Tawergha déplacés<sup>23</sup>. En avril 2017, les représentants de Misrata obtiennent une modification de l'accord. Ces changements prévoient l'augmentation des compensations dont vont bénéficier les victimes misratis par rapport aux victimes tawergha et excluent de l'indemnisation toute personne présumée avoir été combattant ou sympathisant pro-Kadhafi, mesure qui concerne principalement les Tawergha<sup>24</sup>. Le Conseil présidentiel, organe chargé de constituer un gouvernement d'accord national (GAN) créé par un accord

---

<sup>16</sup> Minority Rights Group International, 07/2018, [url](#)

<sup>17</sup> Inter Press Service (IPS), 21/08/2012, [url](#)

<sup>18</sup> Le Conseil militaire de Misrata se forge durant le siège de la ville du 23 février au 15 mai 2011. Il est essentiellement composé de civils sans aucune expérience antérieure des armes et ne dispose alors pas d'une autorité centrale clairement définie. HADDAD Said, 01/2012, p. 65-82, [url](#)

<sup>19</sup> HRW, 27/06/2013, [url](#) ; HRW, "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, [url](#)

<sup>20</sup> Le Point, 15/06/2013, [url](#) ; BBC Afrique, 09/06/2013, [url](#)

<sup>21</sup> HRW, 27/06/2013, [url](#) ;

<sup>22</sup> HRW, 20/06/2017, [url](#)

<sup>23</sup> *Ibid.* ; Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 13/01/2017, [url](#). ; Amnesty International, 22/08/2017, [url](#)

<sup>24</sup> HRW, 20/06/2017, [url](#)

signé sous l'égide des Nations unies, annonce que les Tawergha pourront commencer à rentrer chez eux à partir du 1er février 2018<sup>25</sup>.

Cependant, le 1<sup>er</sup> février 2018, lorsque les familles Tawergha essayent de rentrer chez elles, elles sont bloquées par des groupes armés de Misrata<sup>26</sup>. Les représentants de Misrata exigent, comme le dispose l'accord, que le GNA crée un fonds pour indemniser les personnes qui ont été détenues et les familles des victimes disparues ou tuées, entre février et août 2011, ce qui n'était toujours pas le cas en février 2018<sup>27</sup>. Ils souhaitent que ces indemnités s'élèvent à 35 millions de dinars (soit environ 22 millions d'euros actuel)<sup>28</sup>.

Le 27 mars 2018, le comité technique du projet "Vers la réconciliation nationale", soutenu par la MANUL et composé de membres des deux communautés et du ministre d'État chargé des affaires des personnes déplacées, se met d'accord sur un plan en huit points pour mettre fin à l'impasse concernant l'application de l'accord entre Misrata et Tawergha sur les retours et les réparations signé le 31 août 2016. Le plan renouvelle l'engagement entre Misrata et Tawergha et appelle le Conseil de la présidence à mettre en place des mesures de sécurité pour permettre le retour de ceux qui ont été déplacés de force<sup>29</sup>.

Le 3 juin 2018, les responsables locaux de Misrata et de Tawergha signent une charte de réconciliation. Cependant celle-ci ne permet pas d'assurer le retour inconditionnel et en toute sécurité des Tawergha. Le préambule de la charte retranscrit un récit unilatéral du conflit, faisant référence à des crimes présumés commis par la communauté tawergha. Elle limite également la responsabilité des crimes actuels et futurs aux seuls tribunaux libyens, violant ainsi le droit à un recours effectif et ignorant la compétence actuelle de la Cour pénale internationale (CPI). La charte n'applique pas de la même manière le droit à la vérité et à la connaissance de ce qui est arrivé aux personnes disparues et semble favoriser les victimes de Misrata par rapport aux victimes de Tawergha. La charte menace la liberté d'expression et d'association des Tawergha, leur demandant de cesser toute action pouvant « attiser les flammes du conflit ». Leur retour à Tawergha est conditionné par le respect de cette charte. Certains Tawergha sont exclus de la possibilité de retourner dans leur ville d'origine. Les retours et la sécurité des Tawergha sera encadré par les groupes armés de Misrata. Le conseil de la Choura de Tawergha, le conseil des anciens de Tawergha et d'autres membres de la société civile s'opposent aux conditions fixées par la charte<sup>30</sup>.

La ville de Misrata est politiquement alignée sur le Conseil de la présidence, reconnu internationalement. Le Conseil local de Tawergha basé à Tripoli, organe principal représentant et coordonnant les secours pour la ville, reconnaît également son autorité gouvernementale ; mais le conseil des chefs tribaux et des sages de Tawergha, créé à l'est du pays en 2007, a tendance à se ranger du côté des acteurs politiques et militaires qui contrôlent la Cyrénaïque<sup>31</sup>.

## 2. Les Tawergha déplacés

### 2.1. Localisation des camps de déplacés

Les Tawergha occupent majoritairement des camps près de la côte, entre Tripoli et Benghazi<sup>32</sup>. Une carte réalisée par *Protection sector Libya* permet de localiser les lieux

---

<sup>25</sup> Nations unies, OHCHR, 21/02/2018, p. 14, [url](#)

<sup>26</sup> Nations unies, OHCHR, 20/03/2018, [url](#)

<sup>27</sup> Human Rights Watch, 16/02/2018, [url](#)

<sup>28</sup> Info Plus Gabon, 05/02/2018, [url](#)

<sup>29</sup> Nations unies, Secrétaire général, 07/05/2018, p. 9, [url](#)

<sup>30</sup> Nations unies, Secrétaire général, 24/08/2018, p. 9, [url](#) ; HRW, « Libye : Les habitants de Tawergha ne peuvent pas rentrer chez eux », 24/01/2019, [url](#) ; Le Monde, 06/06/2018, [url](#)

<sup>31</sup> Royaume-Uni, British Council, 14/11/2017, p. 14 et 16, [url](#) ; HRW, 08/09/2014, [url](#) ; HRW, "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, [url](#)

<sup>32</sup> Nations unies, UNHCR, p. 65, [url](#)

d'installations des Tawergha déplacés en Libye en mars 2019<sup>33</sup>. En 2013, le *British Council*, en se basant sur le travail d'*Amnesty International*, recense les villes de Benghazi, Tripoli et Sabha comme lieu d'accueil des déplacés Tawergha mais aussi la présence de communautés plus petites à Syrte, Tarhouna, Khoms, Jufra, Ajdabia, Sorman et Bani Walid<sup>34</sup>.

Certaines familles Tawergha sont amenées à changer de lieu de refuge à la suite notamment de violations des droits humains, de raids militaires et de bombardements sur les camps où elles étaient déplacées<sup>35</sup>. Ainsi, selon l'UNHCR, à la suite d'une incursion dans un camp de Tripoli par les brigades de Misrata qui a fait sept morts en février 2012, un millier de Tawergha se déplace vers Benghazi et Bani Walid<sup>36</sup>. De même, à la suite de la tentative de retour des Tawergha le 1<sup>er</sup> février 2018, plus de deux cents familles déplacées installent des tentes de fortune, dans le désert, à Qararet al-Qatef (cent quatre-vingt-sept familles) situé à environ 50 kilomètres au sud-ouest de Tawergha et à Hrawa (environ quinze familles) situé à l'est de Syrte. D'autres s'installent dans des tentes ou dans des salles publiques dans les villes voisines<sup>37</sup>. Les Tawergha peuvent aussi être forcés de se réinstaller dans un autre camp en raison de la reprise prévue du terrain ou de tensions avec la communauté locale<sup>38</sup>. Le départ peut être également fortement encouragé. D'après la MANUL, afin d'obliger ceux qui sont en désaccord avec la charte de réconciliation du 3 juin 2018 à quitter le camp de Qararat al-Qataf à Bani Walid, le conseil local de Tawergha retire sa clinique médicale mobile, son générateur et ses réservoirs d'eau, les transférant dans une école à l'intérieur de Tawergha utilisée pour abriter les rapatriés dans la ville<sup>39</sup>. Le camp est démantelé en juin 2018<sup>40</sup>.

## 2.2. Conditions de vie précaires et l'insécurité dans les camps de déplacés

Les conditions de vie difficiles dans les camps de déplacés Tawergha sont régulièrement dénoncées par les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations internationales (OI) et les Tawergha eux-mêmes<sup>41</sup>.

La présence des déplacés tawergha dans les camps est généralement approuvée par les conseils locaux respectifs, mais aucun accord officiel n'est passé avec les propriétaires des terrains ou les autorités. Les occupants des camps n'ont donc aucune sécurité juridique d'occupation, ce qui les empêche, d'après l'UNHCR, de planifier leur avenir immédiat ou, dans de nombreux cas, d'apporter des améliorations à leur environnement. L'accès aux installations publiques locales (comme les cliniques ou les écoles) et aux services (tels que les banques) peut s'avérer complexe<sup>42</sup>.

### **La question sécuritaire dans les camps de déplacés est également problématique.**

Selon le rapport d'enquête de février 2016 menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur la Libye, outre les difficultés que rencontrent généralement les personnes déplacées à l'intérieur du pays pour jouir de leurs droits, les

---

<sup>33</sup> Protection sector Libya, 03/2019, [url](#)

<sup>34</sup> Royaume-Uni, British Council (source: Amnesty International), 14/11/2017, p. 14, [url](#)

<sup>35</sup> Nations unies, UNHCR, 10/2015, [url](#)

<sup>36</sup> Nations unies, UNHCR, p. 66-67 et p. 71, [url](#)

<sup>37</sup> Nations unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA), 20/02/2018, p. 1, [url](#) ; Nations unies, OHCHR, 20/02/2018, [url](#) ; Nations unies, UNHCR, 19/02/2018, [url](#) ; Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 10/05/2018, p. 13-14, [url](#)

<sup>38</sup> Nations unies, UNHCR, p. 65, [url](#)

<sup>39</sup> Nations unies, Fonds des Nations unies pour l'enfance (*United Nations of International Children's Emergency Fund*, UNICEF), 27/07/2018, p. 2, [url](#)

<sup>40</sup> HRW, "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, [url](#)

<sup>41</sup> Nations unies, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, 12/10/2017, [url](#) ; Nations unies, Secrétaire général, 12/02/2018, p. 10, [url](#)

<sup>42</sup> Nations unies, UNHCR, p. 65, [url](#)

groupes perçus comme ayant soutenu le régime de Mouammar Kadhafi en 2011 demeurent particulièrement menacés<sup>43</sup>.

Les Tawergha sont victimes d'arrestations arbitraires ou encore subissent des incursions armées dans les camps de déplacés de la part des milices rebelles (*thumar*) de Misrata<sup>44</sup>. A titre d'exemple, la coalition de milices de Misrata Bunyan al-Marsous, alignée sur le GNA et contrôlant les territoires de Misrata et de Syrte, prend pour cible les Tawergha<sup>45</sup>. Tout au long de l'année 2017, les groupes armés Sbortawat, de la région Warshefana, et Omar Tantoush, groupe dans la zone de Warshefana fidèle à Mouammar Kadhafi puis pendant un temps au général Khalifa Haftar, intimident, attaquent et privent de leur liberté les Tawergha réfugiés à l'académie navale de l'ouest de Tripoli notamment afin de pouvoir recruter de nouveaux soldats parmi les Tawergha<sup>46</sup>. **Le 10 août 2018, la brigade Ghnewa (ou unité Abu Salim),** milice sans affiliation idéologique particulière, officiellement soumise au GNA mais en réalité agissant de manière indépendante<sup>47</sup>, **attaque le camp de Tariq Al-Mattar** en représailles à une violente altercation entre des jeunes hommes, dans le camp, deux semaines auparavant, ayant entraîné la mort d'un membre armé de la milice de la brigade Ghnewa. Les miliciens pillent le camp et détruisent les habitations. Ils ordonnent aux Tawergha de quitter le camp avant la fin de l'après-midi<sup>48</sup>. De nombreux déplacés (soixante-dix-huit<sup>49</sup> ou quatre-vingt-sept<sup>50</sup> selon les sources) sont détenus par le groupe armé et emmenés vers des lieux inconnus. La grande majorité est relâché rapidement après les faits<sup>51</sup>. À la suite de ce drame, certaines familles de Tawergha vivant dans d'autres colonies de Tripoli fuient en prévision d'une attaque<sup>52</sup>.

Voici une liste non-exhaustive d'autres attaques, ciblant ou non directement les Tawergha, s'étant déroulé dans les camps de déplacés tawergha : une incursion des milices de Misrata dans un camp à Tripoli en février 2012, tuant sept personnes dont trois mineurs<sup>53</sup> ; une attaque du camp d'Al-Fallah par la milice Bouclier de la Libye le 30 août 2014, tuant une personne et en blessant sept<sup>54</sup>, le bombardement du camp d'Al-Fallah le 9 janvier 2016 par des groupes non identifiés, tuant trois personnes et en blessant huit ; le bombardement du camp d'Al-Fallah le 16 octobre 2016, tuant une personne et en blessant six par des groupes non identifiés<sup>55</sup> ; une incursion armée en juillet 2017 dans le camp de Tarik al-Matar, faisant des victimes civiles ; une incursion armée dans le camp de Sidi al-Saeh en octobre 2017 faisant des victimes civiles<sup>56</sup> ou encore un bombardement en septembre 2018 du camp Al-Fallah 2, tuant deux personnes et en blessant quinze<sup>57</sup>.

### 2.3. Retour difficile dans la ville de Tawergha

L'Organisation internationale des migrations (OIM) note fin 2018 qu'au moins cent familles tawergha sont revenus définitivement au sein de leur ville<sup>58</sup>. Pour autant, en janvier 2020,

---

<sup>43</sup> Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 15/02/2016, p. 70 et 77, [url](#)

<sup>44</sup> *Ibid.* ; Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 02/03/2012, p.2, [url](#)

<sup>45</sup> PACK Jason, 31/05/2019, [url](#) ; Libya Herald, 01/02/2018, [url](#)

<sup>46</sup> Nations unies, OHCHR, 21/02/2018, p. 5, [url](#) ; Nations unies, Secrétaire général, 22/08/2017, p. 7, [url](#) ; The Libya Observer, 23/10/2017, [url](#) ; EG 24 News, 14/06/2020, [url](#)

<sup>47</sup> La brigade Ghnewa participe en juillet 2014 à la coalition *Libya Dawn*, visant à chasser la milice Zintan de Tripoli. PACK Jason, 31/05/2019, [url](#)

<sup>48</sup> Amnesty International, 10/08/2018, [url](#) ; Nations unies, UNHCR, 14/08/2018, [url](#) ; Allemagne, Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, 13/08/2018, p. 4, [url](#) ; Le Monde, 03/05/2018, [url](#)

<sup>49</sup> Amnesty International, 10/08/2018, [url](#)

<sup>50</sup> Nations unies, Porte-parole du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, 17/08/2018, [url](#)

<sup>51</sup> Amnesty International, 10/08/2018, [url](#) ; *Ibid.*

<sup>52</sup> Nations unies, UNHCR, 14/08/2018, [url](#)

<sup>53</sup> Nations unies, UNHCR, p. 66-67 et p. 71, [url](#)

<sup>54</sup> HRW, 08/09/2014, [url](#)

<sup>55</sup> Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 13/01/2017, [url](#)

<sup>56</sup> Nations unies, OHCHR, 21/02/2018, p. 5, [url](#)

<sup>57</sup> Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 04/02/2019, p. 4, [url](#)

<sup>58</sup> Organisation internationale des migrations (OIM), 14/12/2018, [url](#)

selon *Human Rights Watch*, la plupart des anciens résidents de la ville de Tawergha sont toujours déplacés<sup>59</sup>.

En effet, malgré les accords de réconciliation qui auraient dû ouvrir la voie au retour des Tawergha, la destruction massive et délibérée de la ville et de ses infrastructures, ainsi qu'un sentiment d'insécurité omniprésent, empêchent en grande partie les familles de revenir<sup>60</sup>. D'après le Fonds des Nations unies pour l'enfance (*United Nations International Children's Emergency Fund*, UNICEF), le calendrier du retour des Tawergha n'est pas clair et la situation sécuritaire complique leur éventuel retour<sup>61</sup>. Le retour des Tawergha dans une région qui a connu des combats intenses les expose à des risques, notamment en raison de la présence d'explosifs<sup>62</sup>. Un projet visant à éliminer les risques d'explosion au sein de la ville est toutefois mené en 2019<sup>63</sup>. De plus, selon trois membres du conseil municipal interrogés par *Human Rights Watch*, lorsque les déplacés tawergha tentent pour la première fois de revenir dans la ville en 2013, des groupes armés de Misrata pillent et détruisent à nouveau la ville pour les empêcher de revenir<sup>64</sup>.

**La majorité des infrastructures de la ville sont ainsi détruites.** Selon *Human Rights Watch*, tous les bâtiments administratifs publics, y compris le palais de justice, la principale agence bancaire, l'hôpital général<sup>65</sup> et de nombreuses écoles<sup>66</sup> sont endommagés, des destructions qui semblent avoir été provoquées par des incendies criminels et des pillages<sup>67</sup>.

**L'accès aux services comme l'eau, l'électricité ou encore la couverture réseau font encore en grande partie défaut.** Ainsi, selon les propos confiés par les membres du conseil local de Tawergha à *Human Rights Watch*, toutes les centrales électriques, les usines de purification d'eau, les réservoirs de distribution d'eau et les câbles électriques souterrains ont été pillés ou endommagés au point d'être inutilisables, informations qu'*Human Rights Watch* a pu confirmer partiellement<sup>68</sup>.

En 2019, selon *Human Rights Watch*, malgré l'engagement du GNA, la reconstruction n'a pas encore commencé. En décembre 2018, la compagnie nationale d'électricité n'avait installé qu'un seul câble électrique, pour l'éclairage public, sur une partie de la route principale. Selon le chef du conseil local de Tawergha, Abderrahman al-Shakshak, un opérateur de réseau mobile a installé une couverture temporaire pour les téléphones portables dans une station-service voisine, mais le signal n'atteint pas la ville. En 2019, le seul poste de soins de santé en activité à Tawergha est une clinique improvisée composée de quatre conteneurs d'expédition qui ont été transférés dans la ville après le démantèlement du camp de Qararet al-Qatef en juin 2018<sup>69</sup>.

Selon les propos des membres du conseil local rapportés par *Human Rights Watch*, toutes les maisons et les magasins privés de la ville ont été pillés et endommagés<sup>70</sup>. De plus, selon l'UNHCR, les droits de propriété des Tawergha repose sur les actes juridiques de l'époque de Mouammar Kadhafi et peuvent donc être remis en question d'autant plus facilement que les archives publiques restent sous le contrôle physique des communautés

---

<sup>59</sup> HRW, 14/01/2020, [url](#).

<sup>60</sup> HRW, "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, [url](#)

<sup>61</sup> Nations unies, UNICEF, 27/07/2018, p. 2, [url](#)

<sup>62</sup> Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, 10/05/2018, p. 14, [url](#)

<sup>63</sup> Nations unies, Secrétaire général, 26/08/2019, p. 12, [url](#)

<sup>64</sup> HRW, "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, [url](#)

<sup>65</sup> Au sein de l'hôpital général de Tawergha, le principal établissement de soins de santé de la ville, presque tout le matériel semble avoir été pillé ou endommagé, dans certains cas par le feu, et les dossiers des patients ont disparu

<sup>66</sup> Ainsi, selon l'UNICEF, en 2018, sur les vingt-cinq établissements scolaires de la ville, six écoles et deux centres de formation sont détruits, et quinze écoles et deux instituts professionnels nécessitent des réparations importantes pour un coût estimé à plus de 21 millions de dollars. UNICEF, 27/07/2018, p. 2, [url](#)

<sup>67</sup> HRW, "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, [url](#)

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> HRW, "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, [url](#)

<sup>70</sup> *Ibid.*



à l'origine des expulsions de personnes déplacées. Cependant, selon l'UNHCR, il existe peu de signes d'une tentative de confiscation de ces biens<sup>71</sup>.

**Le contrôle des groupes armés de Misrata sur la ville de Tawergha reste important**<sup>72</sup>. Ainsi, entre le 15 et le 20 juin 2018, les groupes armés de Misrata établissent un point de contrôle près de l'entrée de Tawergha, vérifiant l'identification des Tawergha déplacés qui revenaient célébrer l'Aïd al-Fitr dans leur ville d'origine. Certaines cartes d'identité de personnes déplacées auraient été confisquées et ne leur auraient été rendues qu'une fois qu'elles avaient quitté la ville<sup>73</sup>.

### 3. Les prisonniers Tawergha

De nombreux Tawergha sont détenus après la capture de la ville éponyme en août 2011 et/ou poursuivis par les miliciens de Misrata à travers le pays. Ils sont emmenés principalement à l'école Wehda qui sert de centre de détention pour les détenus "liés au conflit" de 2011 avant leur transfert vers la prison al-Jawiya, à Misrata, inaugurée en août 2013, dans une ancienne base du ministère de la défense<sup>74</sup>. En 2013, plus de 1 300 Tawergha sont emprisonnés, portés disparus ou décédés selon Louis Martinez, directeur de recherche au Centre de recherches internationales (CERI)<sup>75</sup>. Les Tawergha demeurent très exposés (en particulier depuis la reprise des hostilités en 2014)<sup>76</sup>. Selon Amnesty International, certains ont fait l'objet de représailles meurtrières ou d'enlèvements par des hommes armés, que ce soit à leur domicile, à des barrages de contrôle ou dans des hôpitaux, et d'exactions (notamment des exécutions en détention) commises en toute impunité, principalement par des milices de Misrata<sup>77</sup>. Par exemple, en décembre 2015, alors que des familles tawergha fuient les affrontements près du camp de réfugiés d'Al-Helis, à Tripoli, certains d'entre eux sont arrêtés par le Conseil de la Choura de Benghazi et emmenés vers des lieux inconnus, d'après des témoignages recueillis par l'association *Youth Gathering for Tawergha*. Ils meurent le 23 novembre 2016, dans les bombardements de la prison de Ganfouda<sup>78</sup>. *Human Rights Watch* alerte encore en 2020 sur le plus grand risque de détention arbitraire et de mauvais traitements auxquels sont soumis les Tawergha, en particulier par les groupes armés basés à Misrata<sup>79</sup>.

En 2016, selon Mohamed Radwan, le chef de l'association tawergha pour les familles des personnes détenues ou portées disparus interrogé par *Human Rights Watch*, 350 détenus sont libérés de prison, 160 autres individus sont toujours détenus (certains sans aucune charge) et 300 autres sont portés disparus<sup>80</sup>. **Bien souvent, après leur libération, les prisonniers ne peuvent pas obtenir de document certifiant leur détention et leur libération sans inculpation.** Selon l'HOCHR, l'absence de tels documents expose les personnes à une double incrimination ou à une nouvelle arrestation et à une détention par d'autres groupes armés pour des motifs similaires. Elle crée également des difficultés pour justifier leur absence prolongée auprès des employeurs ou des établissements d'enseignement, et porte atteinte à leur droit de demander réparation pour une détention illégale prolongée et d'autres préjudices subis<sup>81</sup>. Dans un entretien accordé à *Human Rights Watch*, Miftah Albabrouk, qui représente les familles des détenus, indique que seuls quelques-uns des 160 Tawergha encore détenus en 2015 ont été condamnés par les tribunaux militaires et civils à Misrata. Un grand nombre d'entre eux restent en détention

---

<sup>71</sup> Nations unies, UNHCR, p. 7, 64 et 69, [url](#)

<sup>72</sup> Royaume-Uni, British Council, 14/11/2017, p. 14, [url](#)

<sup>73</sup> Nations unies, Secrétaire général, 24/08/2018, p. 9, [url](#)

<sup>74</sup> Nations unies, OHCHR, 04/2018, p. 25, [url](#)

<sup>75</sup> MARTINEZ Louis, Les Etudes du CERI, 07/2013, n°195, [url](#)

<sup>76</sup> HRW, 27/06/2013, [url](#). Reprise des hostilités en 2014 entre les forces du général Khalifa Haftar et les forces de la coalition Aube de la Libye/*Fajr Libya*.

<sup>77</sup> Amnesty International, 23/10/2013, [url](#) ; HRW, 20/06/2017, [url](#)

<sup>78</sup> Youth Gathering for Tawergha, 05/2020, p. 2, [url](#)

<sup>79</sup> Nations unies, OHCHR, 12/03/2020, p. 8, [url](#)

<sup>80</sup> HRW, 20/06/2017, [url](#)

<sup>81</sup> Nations unies, OHCHR, 04/2018, p. 25, [url](#)

préventive et subissent de graves violations de leurs droits<sup>82</sup>. **De nombreux cas de tortures et de viols sont par exemple recensés<sup>83</sup>.**

---

<sup>82</sup> HRW, 20/06/2017, [url](#) ; HRW, 02/12/2015, [url](#)

<sup>83</sup> Nations unies, OHCHR, 04/2018, p. 25, [url](#) ; BBC, 03/11/2017, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés en novembre 2020

### Organisations intergouvernementales

Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (*Office of the High Commissioner for Human Rights*, OHCHR), "Compilation on Libya", 12/03/2020, 11 p.,  
[https://www.ecoi.net/en/file/local/2028459/A\\_HRC\\_WG.6\\_36\\_LBY\\_2\\_E.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2028459/A_HRC_WG.6_36_LBY_2_E.pdf)

Nations unies, Secrétaire général, "United Nations Support Mission in Libya", 26/08/2019, 17 p.,  
[https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/sg\\_report\\_on\\_unsmil\\_s\\_2019\\_628e.pdf](https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/sg_report_on_unsmil_s_2019_628e.pdf)

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, "Situation of human rights in Libya, including the implementation of technical assistance and capacity-building and efforts to prevent and ensure accountability for violations and abuses of human rights", 04/02/2019, 15 p.,  
[https://www.ecoi.net/en/file/local/2003556/a\\_hrc\\_40\\_46\\_E.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2003556/a_hrc_40_46_E.pdf)

Organisation Internationale des migrations (OIM), "Libya: Essential Humanitarian Support Reaches Communities in Tawergha, Nearby Areas", 14/12/2018,  
<https://www.iom.int/news/libya-essential-humanitarian-support-reaches-communities-tawergha-nearby-areas>

Nations unies, Secrétaire général, "United Nations Support Mission in Libya", 24/08/2018, 16 p.,  
[https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/sg-report-on-unsmil\\_s\\_2018\\_780\\_e.pdf](https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/sg-report-on-unsmil_s_2018_780_e.pdf)

Nations unies, Porte-parole du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, "Press briefing notes on Cambodia elections, Bosnia and Herzegovina and Libya attacks", 17/08/2018,  
<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23462&LangID=E>

Nations unies, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (*United Nations High Commissioner for Refugees*, UNHCR), "Militias evict and disperse 1,900 displaced people in Libya", 14/08/2018,  
<https://www.unhcr.org/news/briefing/2018/8/5b72921f4/militias-evict-disperse-1900-displaced-people-libya.html>

Nations unies, Fonds des Nations unies pour l'enfance (*United Nations of International Children's Emergency Fund*, UNICEF), "Libya Humanitarian Situation Report Mid-Year 2018", 27/07/2018, 6 p.,  
<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b6ac2124&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, "Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons on her visit to Libya", 10/05/2018, 20 p.,  
<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b4c60664&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Nations unies, Secrétaire général, "United Nations Support Mission in Libya", 07/05/2018, 16 p.,

<https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/n1812844.pdf>

Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (*Office of the High Commissioner for Human Rights*, OHCHR), "Abuse Behind Bars: Arbitrary and unlawful detention in Libya", 04/2018, 42 p.,

<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b5590154&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (*Office of the High Commissioner for Human Rights*, OHCHR), "Oral update of the United Nations High Commissioner for Human Rights on Libya pursuant to Human Rights Council resolution 34/38", 20/03/2018,

<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b55b92c4&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (*Office of the High Commissioner for Human Rights*, OHCHR), "Situation of human rights in Libya, and the effectiveness of technical assistance and capacity-building measures received by the Government of Libya", 21/02/2018, 16 p.,

<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b4c64fd4&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (*Office of the High Commissioner for Human Rights*, OHCHR), "Libya: Residents of Tawergha 'dying in desert' in attempt to return home after seven years", 20/02/2018,

<https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b6abfa34&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Nations unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA), "Tawergha IDP movement", 20/02/2018, 4 p.,

<https://www.tawergha.org/docs/2018-02-20-libya-ocha-report-tawergha-idp-movement-flash-update-english.pdf>

Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (*United Nations High Commissioner for Refugees*, UNHCR), "UNHCR flash update Tawergha IDP response", 19/02/2018,

<https://www.tawergha.org/docs/2018-02-19-libya-unhcr-situation-report-on-tawergha-english.pdf>

Nations unies, Secrétaire général, "Report of the Secretary-General on the United Nations Support Mission in Libya", 12/02/2018, 17 p.,

<https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/n1803952.pdf>

Nations unies, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, "Statement by UN High Commissioner for Human Rights Zeid Ra'ad Al Hussein at the end of visit to Libya", 12/10/2017,

<https://www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22228&LangID=E>

Nations unies, Secrétaire général, "Report of the Secretary-General on the United Nations Support Mission in Libya", 22/08/2017, 17 p., <https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/n1725784.pdf>

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, "Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Libya, including on the effectiveness of technical assistance and capacity-building measures received by the Government of Libya", 13/01/2017, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G17/006/15/pdf/G1700615.pdf?OpenElement>

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, "Investigation by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights on Libya: detailed findings", 15/02/2016, <https://www.refworld.org/pdfid/56d00d0f4.pdf>

Nations unies, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (*United Nations High Commissioner for Refugees*, UNHCR), "UNHCR: Position on Returns to Libya-UPDATE I", 10/2015, <https://www.refworld.org/docid/561cd8804.html>

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, « Report of the International Commission of Inquiry on Libya », 02/03/2012, 220 p., <https://www.refworld.org/docid/4ffd19532.html>

Nations unies, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (*United Nations High Commissioner for Refugees*, UNHCR), "Housing, Land and Property Issues and the Response to Displacement in Libya", 128 p., <https://hlnr.org/img/documents/unhcr-report-hlp-issues-and-displacement-in-libya-copy.pdf>

## Institutions nationales

Royaume-Uni, Home Office (source: REACH), "Country Policy and Information Note Libya: Security and humanitarian situation", 09/2020, 71 p., [https://www.ecoi.net/en/file/local/2037962/Libya\\_-\\_Security\\_humanitarian\\_situation\\_-\\_CPIN\\_-\\_v4.0\\_-\\_September\\_2020.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2037962/Libya_-_Security_humanitarian_situation_-_CPIN_-_v4.0_-_September_2020.pdf)

Allemagne, Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, "Group 22 - Information Centre Asylum and Migration, Briefing Notes", 13/08/2018, 7 p., [https://www.ecoi.net/en/file/local/1442590/1226\\_1536220468\\_deutschland-bundesamt-fuer-migration-und-fluechtlinge-briefing-notes-13-08-2018-englisch.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/1442590/1226_1536220468_deutschland-bundesamt-fuer-migration-und-fluechtlinge-briefing-notes-13-08-2018-englisch.pdf)

Royaume-Uni, British Council, "Enduring social institutions and civil society peacebuilding in Libya and Syria", 14/11/2017, 76 p., <https://www.tawergha.org/docs/2017-11-14-libya-british-council-report-h101-enduring-social-institutions-and-civil-society-peacebuilding-in-libya-and-syria-english.pdf>

## Organisations non gouvernementales

Youth Gathering for Tawargha, "Stakeholder report United Nations Human Rights Council Universal Periodic Review Libya Internally Displaced People Submission", 05/2020, 7 p., [https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/libya/session\\_36\\_-\\_may\\_2020/youth\\_gathering\\_for\\_tawargha\\_2019\\_upr\\_libya\\_submission.pdf](https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/libya/session_36_-_may_2020/youth_gathering_for_tawargha_2019_upr_libya_submission.pdf)

Human Rights Watch (HRW), "Libya, Events of 2019", 14/01/2020, <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/libya#868c1e>

Human Rights Watch (HRW), "Libya: Displaced Population Can't Go Home", 24/01/2019, <https://www.hrw.org/news/2019/01/24/libya-displaced-population-cant-go-home>

Human Rights Watch (HRW), « Libye : Les habitants de Tawergha ne peuvent pas rentrer chez eux », 24/01/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/01/24/libye-les-habitants-de-tawergha-ne-peuvent-pas-rentre-chez-eux>

Amnesty International, "Libya: Tawergha IDP Camp Attacked by Militia in Danger of Further Attack and Demolition", 10/08/2018, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5b87edb54&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Minority Rights Group International, "World Directory of Minorities and Indigenous Peoples – Libya", 07/2018, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=4954ce3523&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

Human Rights Watch, "Libya: Residents Barred from Returning Home", 16/02/2018, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=5a8eb1fca&skip=0&query=Tawergha&coi=LY&searchin=fulltext&sort=date>

REACH, « Libya Protection Monitoring: Benghazi, May–July 2018 », 2018, 3 p., [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach\\_lby\\_factsheet\\_protectionmonitoring\\_benghazi\\_mayjuly2018.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach_lby_factsheet_protectionmonitoring_benghazi_mayjuly2018.pdf)

Amnesty International, « Libye. Six ans après, les Tawarghas déplacés ne peuvent toujours pas rentrer chez eux », 22/08/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/16000/mde190112013fr.pdf>

Human Rights Watch (HRW), "Libya: ensure safe return of displaced Tawerghans", 20/06/2017, <https://www.hrw.org/news/2017/06/20/libya-ensure-safe-return-displaced-tawerghans>

Human Rights Watch (HRW), "The Endless Wait -Long-Term Arbitrary Detentions and Torture in Western Libya", 02/12/2015, <https://www.hrw.org/report/2015/12/02/endless-wait/long-term-arbitrary-detentions-and-torture-western-libya>

Human Rights Watch, "Libya: Spiraling Militia Attacks May Be War Crimes", 08/09/2014, <https://www.hrw.org/news/2014/09/08/libya-spiraling-militia-attacks-may-be-war-crimes>

Amnesty International, « Interdit de rentrer chez soi – Les Tawarghas et d'autres communautés continuent d'être déplacés de force et persécutés en Libye », 23/10/2013, <https://www.amnesty.org/download/Documents/16000/mde190112013fr.pdf>

Human Rights Watch (HRW), "Libya: Displaced People from Tawergha Barred From Return -Authorities Should Let Them Go Home Safely", 27/06/2013, <https://www.hrw.org/news/2013/06/27/libya-displaced-people-tawergha-barred-return>

## Think tanks, universités et centres de recherches

The Reference, "US-sanctioned Salah Bady appointed head of GNA's military intelligence", 10/10/2019, <https://www.thereference-paris.com/7426>

PACK Jason, "Kingdom of Militias: Libya's Second War of Post-Qadhafi Succession", Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 31/05/2019, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/kingdom-militias-libyas-second-war-post-qadhafi-succession-23121>

BEN LAMMA Mohamed, «The Tribal Structure in Libya: Factor for fragmentation or cohesion? », Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, 09/2017, 58 p., <https://www.frstrategie.org/web/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/en/14.pdf>

MARTINEZ Louis, « Libye : une transition à l'épreuve du legs de la Jamahiriyya », Les Etudes du CERI, 07/2013, n°195, <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/Etude%20195.pdf>

HADDAD Saïd, « Les forces armées libyennes de la proclamation de la Jamahiriya au lendemain de la chute de Tripoli : une marginalisation paradoxale », Politique africaine, 01/2012, n°125, p. 65-82, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-65.htm>

## Médias

EG 24 News, "Libya: Al-Wefaq government arrested prominent military commander of Haftar forces", 14/06/2020, <https://www.eg24.news/2020/06/libya-al-wefaq-government-arrested-prominent-military-commander-of-haftar-forces-video.html>

Le Monde, « Libye : entre Misrata et Tawargha, la réconciliation du plus fort », 06/06/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/06/libye-entre-misrata-et-tawargha-la-reconciliation-du-plus-fort\\_5310519\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/06/libye-entre-misrata-et-tawargha-la-reconciliation-du-plus-fort_5310519_3212.html)

Le Monde, « En Libye, les failles du « pacte sécuritaire » de Tripoli », 03/05/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/03/en-libye-les-failles-du-pacte-securitaire-de-tripoli\\_5293994\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/03/en-libye-les-failles-du-pacte-securitaire-de-tripoli_5293994_3212.html)

Info Plus Gabon, « Le retour des habitants de Tawergha, la participation de la Libye au sommet de l'UA et le taux de change du dinar à la Une de la presse », 05/02/2018, <https://infosplusgabon.com/actualites/submenu-1/10161-le-retour-des-habitants-de-tawergha-la-participation-de-la-libye-au-sommet-de-lua-et-le-taux-de-change-du-dinar-a-la-une-de-la-presse>

Libya Herald, "Misrata blocks return of Tawergha", 01/02/2018, <https://www.libyaherald.com/2018/02/02/misrata-blocks-return-of-tawergha/>

BBC, "Revealed: male rape used systematically in Libya as instrument of war", 03/11/2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/nov/03/revealed-male-used-systematically-in-libya-as-instrument-of-war>

The Libya Observer, « Former regime commander demand Tawergha IDPs to join his force », 23/10/2017,  
<https://www.libyaobserver.ly/inbrief/former-regime-commander-demand-tawergha-idps-join-his-force%C2%A0>

The New Humanitarian (source : Réseaux d'information régionaux intégrés, (*Integrated Regional Information Networks*, IRIN)), « Les PDIP négligés de la Libye », 10/12/2014  
<http://www.irinnews.org/fr/report/100936/les-pdip-n%C3%A9glig%C3%A9s-de-la-libye>

Le Point, « Cinq soldats tués dans une attaque à Benghazi », 15/06/2013,  
[https://www.lepoint.fr/monde/libye-violents-affrontements-a-benghazi-15-06-2013-1681159\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/libye-violents-affrontements-a-benghazi-15-06-2013-1681159_24.php)

BBC Afrique, « Libye: au moins 31 morts à Benghazi », 09/06/2013,  
[https://www.bbc.com/afrique/region/2013/06/130609\\_lybia\\_clash](https://www.bbc.com/afrique/region/2013/06/130609_lybia_clash)

Inter Press Service (IPS), «One year later, still suffering for loyalty to Gaddafi», 21/08/2012,  
<http://www.ipsnews.net/2012/08/one-year-later-still-suffering-for-loyalty-to-gaddafi/>

The New York Times, "Libyans Turn Wrath on Dark-Skinned Migrants", 04/09/2011,  
<https://www.nytimes.com/2011/09/05/world/africa/05migrants.html?scp=1&sq=racism>

### **Autre source**

Protection sector Libya, « Libya : Tawergha Displacement », 03/2019,  
[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019\\_03\\_LBY\\_Tawergha%20Displacement.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019_03_LBY_Tawergha%20Displacement.pdf)